

Spécial frontières

Analyse et interviews

SAR Princesse Vacheara

S.E. Khieu Kanharith

**Le Cambodge comparé
inégalités, compétitivité,
liberté de la presse ...**

**Tourisme: entretiens express
micro-crédit: l'Acleda en tête**



**les îles
du
Cambodge**

les frontières, toujours

Les frontières, ce vieux dossier redevient très chaud.

Avant de donner dans les pages suivantes la parole à deux hauts responsables: **la princesse Vacheara**, député Funcinpec, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et le ministre de l'Information, porte-parole du gouvernement **Khieu Kanharith**, essayons de mettre l'affaire « en perspectives »...

La querelle est politique

Il faut bien distinguer le légitime nationalisme des Cambodgiens qui ne veulent pas perdre de terres au profit de leurs voisins, des manœuvres politiques qui utilisent ce nationalisme toujours inquiet.

Pour l'opposition la plus virulente, pour certains monarchistes, il s'agit avant tout d'attaquer Hun Sen, la coalition, le gouvernement. Ils pensent tenir un bon thème avec les frontières. S'ils arrivaient à prouver que le gouvernement a abandonné des terres, ils marqueraient un point très fort. Au sein du Funcinpec, l'opposition à Hun Sen relèverait la tête. La décision du prince

Les mots qui fâchent

Dans un de ses récents e-mails, Peng Se Sean envoie la copie d'une lettre qu'il a envoyée au président de la République française. En voici un extrait:

« En fait le Vietnam n'a pas attendu de nouvelles signatures avec le Royaume du Cambodge pour annexer « légalement », de 1985 à aujourd'hui, de larges proportions de territoire khmer, de Mondulhiri à Takeo, en se basant sur les dispositions dudit Traité de 1985, avec l'assentiment secret de M. Hun Sen, chef du gouvernement royal. Ce Traité a ainsi concédé au Vietnam entre 4 000 et 6 000 km² de terres khmères (...).

Ce sont ces accusations extrêmement graves, que ne soutient aucun élément de preuves, qui ont décidé le Premier ministre à assigner en justice M. Pengse Sean devant les tribunaux français.

A PROPOS ...

Frontières encore !

Extraits d'un récent e-mail de Sean Pengse (25.10): *« la reconnaissance des traités [signés dans les années 80] amènera l'abandon définitif, dans le domaine maritime, des îles de Koh Tral et de Koh Krachak Ses, de 30 000 km² du domaine maritime cambodgien, de 10 000 km² baptisés « eaux historiques » (...), de 30 000 km² du domaine*

maritime cambodgien au profit de la Thaïlande [accord Vietnam-Thaïlande du 11. 8. 1987] (...). Pour les frontières terrestres : « le traité du 27 décembre 1985 établit une nouvelle frontière située bien en-dedans du territoire cambodgien, les 72 bornes ont été installées unilatéralement par le Vietnam entre 1986 et 1988 (...).

Stratégie exportations

L'assistance des bailleurs de fonds va désormais s'inscrire

Ranariddh d'entrer dans la coalition apparaîtrait comme une faute. C'est un autre courant de la monarchie qui reprendrait des forces. Et le dossier des frontières pèsera au moment des élections.

Un complot contre Hun Sen ?

Le prince Sisowath Tomico, secrétaire particulier de l'ancien Roi, est-il le moteur de cette grande manœuvre comme le laisse clairement entendre Om Yentieng (cn 232) ? Y a-t-il complot pour renverser Hun Sen ? Ou bien y a-t-il au contraire manœuvre du gouvernement pour cibler et arrêter ses critiques et adversaires ?

Terres perdues ? Pas de preuves

Le combat n'est pas égal, du fait surtout que les arguments des accusateurs sont très faibles. Ils n'apportent pas la preuve que des terres aient été perdues au profit du Vietnam depuis 1980. Ce n'est pas invraisemblable, étant donné l'histoire de cette frontière commune, mais il faudrait le prouver. Pas de témoignage nouveau, aucun document qui pourraient soutenir des revendications éventuelles. Pas d'indications cartographiques précises, pas le moindre nom de village qu'on puisse affirmer « perdu » preuves à l'appui. Reprendre le vieux dossier de l'île de Koh Tral / Phu Quoc relève de la nostalgie plutôt que du négociable et montre bien la faiblesse des accusations (voir p. 5)

Le gouvernement contre-attaque

Dès lors, le Premier ministre contre-attaque. Le président du Comité des Frontières du Cambodge Pengse Sean qui, de Paris, a accusé clairement le Premier ministre d'avoir cédé des territoires au Vietnam, est traduit en justice (voir encadré). Le directeur de la station de radio FM 105 Mam Sonando, qui a rétransmis ses propos sans aucune réserve est en prison. Quatre autres

critiques du gouvernement dans le dossier des frontières, dont Rong Chhun, président de l'Association indépendante des Enseignants, Chea Mony, président du *Free Trade Union*, sont poursuivis pour diffamation. Le prince Tomico est parti à Pékin. On peut dire qu'à la veille du débat à l'Assemblée nationale le gouvernement a « fait le ménage ».

Glissement de litige

On observe un glissement dans les accusations. Il s'agit moins maintenant de soutenir que des terres ont été perdues que de dénoncer comme une manœuvre la **convention additionnelle signée à Hanoï le 10 octobre** par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

L'objectif caché de cette convention additionnelle, dit le Dr Say Bory, c'est de conforter la légalité des accords signés entre 1979 et 1985, que les opposants contestent (voir Say Bory cn 139, et l'interview de la princesse Vacheara dans ce n°). Une fois approuvée par l'Assemblée nationale, et signée par le Roi, cette convention, et avec elle les accords des années 80, ne sont plus contestables.

Le texte de la Convention additionnelle a été rendu public le 26 octobre, de sorte que les discussions vont porter enfin sur du réel. La tension politique devrait baisser.

On va s'apercevoir que le dossier des frontières s'acomode mal des passions et des accusations, qu'il est assez technique, qu'il demande des efforts prolongés. Les « eaux historiques », c'est un vrai problème.

Le Roi signera-t-il la convention additionnelle ? Son pouvoir est-il déléguable ? Une chose certaine: le dossier « frontières » connaîtra d'autres épisodes !

C.n.

dans une *« national export strategy »*, comportant 5 plans de développement sectoriels mis au point depuis 9 mois nous dit David Van, conseiller technique à l'ITC-CNUCED. Premières réunions sectorielles (Soie, Fruits et légumes, Agriculture organique) début novembre au ministère du Commerce.

Chhuk Rinh emprisonné

Condamné en appel en février dernier, Chhuk Rin, en fuite

depuis lors, a été retrouvé et emprisonné. Nuon Paet et Sam Bith, les deux autres condamnés pour l'attaque d'un train au Phnom Voar, en octobre 1994, qui avait fait 13 morts cambodgiens et entraîné l'exécution de trois occidentaux, sont également en prison.

Forêts: désastre

Le dernier rapport de *GFA Consulting Group*, financé par la Banque Mondiale, sur la

les frontières, toujours

un entretien avec

la Princesse Norodom Vacheara

Député Funcinpec

Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Je suis déçue, franchement, que les responsables du gouvernement parlent des frontières en masquant la réalité. La question des frontières intéresse tout un peuple. Le peuple, le gouvernement, le Roi doivent être solidaires dans la question des frontières. Normalement il ne devrait pas y avoir de conflit entre les représentants de la monarchie, du peuple, du gouvernement. Même s'il y a des différences entre les partis, tout le monde doit être solidaire. Il y a eu un « débat » sur les frontières à la télévision, retransmis par toutes les chaînes: je n'appelle pas ça un débat, ce n'était pas équilibré; je n'étais pas invitée, je ne sais pas pourquoi. Il n'y avait pas d'opposition.

Je voudrais dire à Sok An, à Var Kim Hong «*qu'est-ce qui vous empêche d'être clairs et transparents ?*». La réponse est «*on ne peut pas tout dire*». Je ne crois pas que ces responsables soient de mauvais patriotes. Ils veulent régler les questions de façon honnête, pour que le Cambodge ne perde pas; je ne les attaque pas, mais je demande à parler franchement avec eux. Le peuple veut savoir. Je veux savoir comment ils travaillent avec les Vietnamiens. Pourquoi ne parlent-ils pas franchement ? Peut-être qu'ils n'ont pas confiance en eux, ou qu'ils veulent consolider leur parti avant de s'expliquer... Ils sont maladroit dans leur communication. J'ai toujours rêvé de parler directement, franchement, avec Hun Sen, mais cela n'est jamais arrivé.

Je propose de faire un autre traité

Le ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong lui-même, lors d'une réunion de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, où étaient également présents Long Visalo, des représentants du Funcinpec et du PSR, a reconnu que ces traités des années 80 étaient nuls et nonavenus parce que signés entre occupants et occupés, par un gouvernement non reconnu par l'ONU. Cela a été reconfirmé par les Accords de Paris de 1991. Et ces traités, jamais rejetés, sont encore en vigueur ! Et Hun Sen et Hor Nam Hong sont au Vietnam pour signer un «traité additionnel» au traité de 1985 ! Cela n'a aucun sens.

Les directives de 1981 entre le Cambodge (à l'époque Heng Samrin) donnaient le droit aux Vietnamiens de s'installer au Cambodge et aux Cambodgiens de s'installer au Vietnam. Si on signe un accord additionnel au traité de 1985, cela donne une valeur légale aux accords 1981, qui y sont attachés. C'est cela qui est dangereux.

Je propose de faire un autre traité pour remplacer celui de 1985, de demander ensuite sa ratification par l'Assemblée nationale, et enfin sa ratification par le Roi. Ce nouvel accord serait ensuite présenté à l'ONU.

Le roi seul peut signer un traité sur les frontières

Il y a plus grave: l'article 28 (nouveau) de la Constitution dit qu'au cas où le Roi est malade ou à l'étranger, il a le droit de déléguer au chef de l'Etat par interim son pouvoir de signer un kret ou un krom, en lui remettant une lettre de procuration. Il n'est pas question là d'accords sur les frontières. Notre constitution est sur ce point très particulière: c'est le Roi seul qui a le pouvoir en matière d'intégrité et de souveraineté.

Il en est le garant. Pour les questions de frontières, son pouvoir ne peut pas être délégué. Et si le Roi ne signe pas, ce traité n'a aucun sens.

J'ai été sur les frontières, discrètement, au moins dix fois. J'ai fait des rapports, que j'ai remis au Roi, président du Conseil Suprême des Frontières. Il en a fait état, sans citer mon nom, pour ne pas m'exposer.

Sur les points qui précisément auraient été perdus au profit du Vietnam, je ne peux pas donner de précisions, je ne suis pas une spécialiste. Mais j'écoute ce que dit l'ancien Roi, personne ne connaît mieux que lui la question des frontières. Il dit qu'il n'existe pas de zone pas claire, qu'il n'y a pas de zone douteuse; les cartes ne présentent pas d'ambiguïtés.

Je parle ici en mon nom propre. Je ne parle plus de cela au Funcinpec. J'ai rejoint le Funcinpec au moment de sa création parce que je suivais le Roi Sihanouk et que l'un des points de la plate-forme était de reprendre aux Vietnamiens ce qu'ils avaient pris, de défendre l'intégrité de notre territoire.

Quitter le Funcinpec pour créer un nouveau parti ? Non, cela tuerait la confiance dans la monarchie. Il ne faut rien faire qui affaiblirait la monarchie. J'ai confiance dans le gouvernement, qui est partenaire à 80 % du PPC, sinon, je ne serais pas restée dans mon parti ! On peut avoir des différends à l'intérieur du parti, mais le plus important c'est le parti lui-même, c'est là qu'est la force, nos deux millions d'électeurs sont toujours là !

A PROPOS ...

déforestation qualifie la situation de catastrophique. Les sociétés concessionnaires exploitent sans études préalables des conséquences de l'exploitation sur l'écologie. Les programmes qui doivent assurer une exploitation durable et préserver les droits des villageois ne sont pas appliqués. C'est le système des concessions qui est contesté. Selon *Global Witness*, plutôt que

refaire les mêmes constats, il faudrait prendre des mesures concrètes.

Rangers assassinés

Deux rangers ont été assassinés pendant leur sommeil dans le Sanctuaire de vie sauvage de l'Aural, à Trapeang Sour. Un ranger avait déjà été tué début septembre dans les Cardamomes. L'efficacité croissante des unités de rangers explique ces réactions violentes, commente le ministère

de l'Environnement (voir *cn* 234 "spécial zones protégées")

film

Pour la série télévisée *Des Racines et des Ailes* un film va être tourné au Cambodge, avec la participation de Mireille Darc, nous dit le directeur du Centre de Cardiologie de Phnom Penh J.C. Prandi. Le thème: une petite fille de l'ethnie Hmong ayant un problème cardiaque grave est amenée à Phnom Penh à partir des con-

fins du Laos, accompagnée par un bonze. Durée finale du film: 30 minutes. On en est aux repérages. Le tournage doit être réalisé en novembre.

pétrole ? Gaz ?

Il n'y a pas eu de découverte nouvelle depuis qu'en décembre 2004 *Chevron* a fait une "technical discovery" dans le bloc A (*cn* 227). L'exploration et l'étude des réserves potentielles se poursuivent.

les frontières, toujours

un entretien avec

Khieu Kanharith

Ministre de l'Information
Porte-parole du Gouvernement

Cette querelle sur les frontières est politique. Je trouve ignoble que pour des gains politiques on attaque, on affaiblisse le gouvernement alors qu'il négocie.

C'est le gouvernement qui est responsable

Il faut se rappeler que toute négociation est inter-gouvernementale: elle se fait entre deux gouvernements, et non entre un gouvernement et une organisation, si prestigieuse soit-elle [allusion au Conseil Suprême des Frontières, récemment dissous] ou un parti politique. Ce sont les gouvernements qui sont responsables. Dans cette affaire, tout le monde devrait avoir une même voix et soutenir son gouvernement, au lieu de l'attaquer et de l'affaiblir. Si l'on a des informations, des documents, il faut aider le gouvernement !

Au lieu d'affaiblir le gouvernement, il faut l'aider !

Un autre point: non il n'y a pas de secret. Il y a une procédure administrative normale. Cette question des frontières a été soumise au Conseil des ministres. Et pour que le texte soit valable, il devra être adopté par l'Assemblée nationale, et ensuite signé par le roi. J'ajoute que selon la Constitution, la discussion à l'Assemblée nationale sera publique. Il ne faut pas enfoncer une porte ouverte !

Le traité de 1985 n' est pas secret !

Le traité de décembre 1985 n'a rien de secret. On peut le consulter par exemple au secrétariat de l'Assemblée nationale, ou à la Bibliothèque nationale. Nul n'est censé ignorer la loi ! Mais ceux qui le discutent sont des paresseux, ou bien ils ne recherchent que des gains politiques.

Le traité de 1985 ne fixe pas les frontières, mais les principes de la négociation, du tracé des frontières, avec les coordonnées. Il est assez technique. Il dit qu'on créera des commissions mixtes pour fixer ce tracé. La convention additionnelle signée à Hanoï le 10 octobre n'est pas secrète non plus.

Si quelqu'un estime que le gouvernement a oublié telle portion de territoire, ou qu'il a fait une erreur, il faut l' en informer. Les protestataires reprennent les thèses de Sarin Chak par exemple sur Koh Tral, alors qu'en 1999, dans une lettre aux dirigeants vietnamiens, le Roi a accepté que Koh Tral soit vietnamienne. Les gens qui reprennent les thèses de Sarin Chak n'en tiennent pas compte [sur Sarin Chak et les territoires perdus, voir cn 119]

Il y a des disputes locales, mais pas de revendications de terres

Il y a des disputes locales entre paysans, des contestations; mais pas de revendications de terres cédées aux

Vietnamiens. Un exemple: lors des élections locales, j'ai été dans un village frontalier dont on a beaucoup parlé, avec Sam Rainsy. Nous pensions au PPC que ces villageois voteraient pour le PSR et nous n'avons rien fait pour les en empêcher; mais ils ont voté PPC !

Critiques et opposants: nous devons être prudents

Oui, nous avons assigné en justice Sean Pengse et d'autres, parce qu' ils n'apportent aucune preuve à leurs accusations, et que sur ces questions sensibles leurs accusations peuvent provoquer des manifestations violentes. Mam Sonando, le directeur de la station de radio «la Ruche» est en prison. Il a fait une faute. Il a transmis le discours de Sean Pengse comme un simple haut-parleur. Il y a là dedans des âneries ! Si quelqu'un attaque le gouvernement, son équipe peut m'appeler ... ordinairement, pour une faute comme celle-là, ce n'est pas la prison.

Nous ne savons pas s'il y a quelque chose de sérieux derrière ces attaques, mais nous avons appris des expériences passées, nous devons couper l'herbe sous le pied des fauteurs de troubles.

C'est la première fois qu'on négocie sur les frontières avec les pays voisins

Sur le fond de la question: il faut bien voir que le tracé des frontières entre le Cambodge, le Vietnam et le Laos n'ont jamais été le résultat d'une négociation bilatérale, entre les gouvernements concernés, n'ont jamais été l'objet d'un traité international. Les frontières sont plutôt le résultat de décisions de l'administration française. Lorsqu'on dit que ces frontières ont été reconnues par des pays étrangers, sans même préciser la carte, qu'est-ce que ça veut dire ? Des pays situés à des milliers de km reconnaissent la frontière, mais elle n'a pas été négociée avec les pays voisins !

Jusqu'ici il n'y a jamais eu de traité entre le Cambodge et les pays voisins. Hun Sen est le premier à entamer cette négociation qui veut aboutir à tracer des frontières stables et définitives.

Comme dans toute négociation, on ne peut pas tout dire !

C'est comme dans une partie de poker: on ne montre pas ses cartes ! On ne peut pas tout dire. D'autre part, il y a des choses qui ne sont pas claires, oui ! C'est pour les techniciens !

Il est certain aussi que dans toute négociation on a des points forts et des points faibles. On ne va pas expliquer cela publiquement ! Quand on négocie, il est bien normal que l'on essaie de gagner, mais évidemment c'est la même chose de l'autre côté. Il faut donc des compromis et pour cela quelqu'un qui accepte de faire le premier pas, pour jeter la base d'une frontière stable et définitive. De toutes façons, pouvons-nous déclencher une guerre pour obtenir ce que nous voulons ?

Pour la bonne issue de cette question des frontières, il faut que les Cambodgiens comprennent deux choses: - qu'il faut parler d'une voix unique; - et que l'on ne peut pas commencer en disant qu'on va gagner sur tel ou tel point. On ne peut pas gagner sur tous les points. La question n'est plus celle de l'expansion territoriale, mais

Cette manœuvre politique, c'est ignoble
les négociations suivent une procédure normale
il appartiendra à l'Assemblée de discuter

les frontières, toujours

celle de l'expansion économique.

Les résultats seront discutés par l'Assemblée nationale et rendus publics

Nous sommes dans une démocratie. Tout cela sera examiné et débattu par l'Assemblée nationale. Il faut attendre jusque là pour tout savoir. C'est à ce moment-là que l'on pourra contester tel ou tel point, tel ou tel article, demander une re-négociation ... mais pas avant !

Pour l'instant on n'en est pas encore au tracé, on en est à discuter des principes. Après on en viendra aux détails, selon ces principes, et tout le monde pourra alors voir le résultat des négociations.

Avant de tracer les frontières, on tient compte de trois facteurs: les cartes, les pratiques, et les coutumes locales. On écoute ce que disent les villageois Est-ce que nous pouvons lancer une guerre ?

Le Roi peut déléguer sa signature

L'ancien Roi a dit qu'il ne signerait pas la Convention additionnelle, mais il n'est plus roi. Et même, que le Roi Sihamoni ne la signerait pas. On part là avec une suspicion ancestrale. On cherche à éviter tout blâme, et à rejeter tout blâme sur les autres ... ce n'est pas très bien. On cherche à dire: les responsables ce sont seulement le gouvernement, ces deux partis.

Le roi Sihamoni a déjà rendu public son plan de voyage. Mais s'il ne signe pas, il peut demander à quelqu'un de le remplacer. La princesse Vacheara dit que ce pouvoir-là n'est pas déléguable, mais elle n'est pas juriste, et il ne lui appartient pas d'interpréter la Constitution. Il n'y a rien qui ne soit pas déléguable.

Il n'y a rien que le roi Sihamoni ne puisse déléguer

point d'Histoire

Qui a perdu Koh Tral ?

A qui la faute si l'île de Koh Tral / Phu Quoc est aujourd'hui vietnamienne ? A Hun Sen ? Aux Français du temps de la Cochinchine ? Aux rois cambodgiens précédents ? Les discuteurs préfèrent la querelle à l'étude des dossiers. Citons, pour enrichir leurs connaissances, cette lettre adressée par le roi Ang Duong à Napoléon III. Elle date de 1856, bien avant donc l'installation du Protectorat:

« Je prie votre Majesté de connaître le nom des provinces ravies, ce sont celles de Dong Nay, enlevée depuis plus de 200 ans, mais beaucoup plus récemment celles de Saïgon, de Long Hô, Psar Dec, Mi Thô, Pra Trapang Ong Mor, Tiec Khmau, Peem ou Hatien, les îles de Koh Trol et de Tralach. Si par hasard les Annamites venaient à offrir à V.M. quelqu'une de ces contrées, je la prie de ne pas la recevoir, parce qu'elles appartiennent au Cambodge ».

(cité par Alain Forest, «Le Cambodge et la colonisation française», L'Harmattan, 1980).

On peut certainement reprocher au Protectorat de ne pas avoir suivi les souhaits du Roi Ang Duong, mais non d'avoir lui-même perdu ces territoires.

encore la ligne Brévié

Le Protectorat n'a pas donné Phu Quoc, déjà perdu par le Cambodge, au Vietnam. Il a tracé une ligne administrative, à but surtout fiscal, sans créer là de véritable

frontière. On peut discuter à l'infini pour savoir si cette *ligne Brévié* doit être considérée comme héritage de l'époque coloniale, à prendre telle quelle (selon la déclaration du Caire d'octobre 1964, signée par le Cambodge), ou bien si la déclaration du Caire ne s'y applique pas. Cependant, si on refuse la ligne Brévié, si on refuse le Traité de juillet 1982 qui reconnaissait cette ligne comme démarquant la souveraineté des deux Etats, il n'en reste pas moins que, écartant l'idée d'une guerre de reconquête, il faut bien négocier.

Quels que soient le passé et les interprétations qu'on peut faire, Cambodge et Vietnam doivent arriver à tracer leurs frontières communes, terrestres et maritimes. A ces nécessaires négociations on ne voit pas que les critiques apportent une aide quelconque ...

Concernant les «eaux historiques», créées par le traité de juillet 1982, eaux en somme «communes» en attendant une délimitation précise, elles viennent jusqu'à proximité de Kep et même au-delà vers l'ouest, jusqu'à l'île de Ses. Elles peuvent être critiquées, mais elles sont un grand progrès par rapport aux revendications précédentes du Vietnam et du Cambodge qui créaient une zone contestée encore bien plus vaste (la revendication du Vietnam allait jusqu'à proximité immédiate de Sihanoukville et mettait Koh Tang côté vietnamien).

Commentaire de François Joyaux: « l'accord de 1982 est un compromis qui réduit fortement la zone litigieuse, mais n'en laisse pas moins subsister un sujet de différend pour

l'avenir («Géopolitique de l'Extrême Orient», 1993). C'était bien vu.

Cambodge Nouveau a déjà reproduit la lettre du gouverneur Brévié à deux reprises (n° 120; 208) et reproduit plusieurs fois aussi la carte de l'accord khmère-vietnamien du 7 juillet 1982 avec les «eaux historiques» (cn 36 du 15-30 octobre 1995, cn 120, 208).

Sisowath Tomico

Le prince Sisowath Tomico, secrétaire particulier du Roi, a quitté le Cambodge précipitamment le 17 octobre. Avait-il accusé le Premier ministre d'avoir vendu aux Vietnamiens l'île de Phu Quoc / Koh Tral ? En tous cas il craignait d'être arrêté.

Cet épisode était bien prévisible. En juillet dernier, le conseiller du Premier ministre Om Yentien nous disait:

«Je pense que certains membres de la famille royale ne veulent pas de la stabilité du Cambodge. Et ne veulent pas non plus d'une bonne coalition Hun Sen—Ranariddh. Et ne veulent pas non plus voir Ranariddh en voie de progrès. (...). Cette personne-là, avec certains autres opportunistes qui voudraient le pouvoir sans faire d'effort par la voie démocratique (...) pense qu'avec cette petite histoire de frontières il peut mettre le feu au Cambodge et de cette façon renverser Hun Sen. L'objectif, c'est un raid, un coup de main sur le pouvoir. (...) Ils peuvent devenir assez forts si nous ne sommes pas assez prudents, si nous ne gérons pas bien (...) Ceux qui nous accusent sans preuves risquent le tribunal cambodgien, et le tribunal français ». (cn 232). c.n.

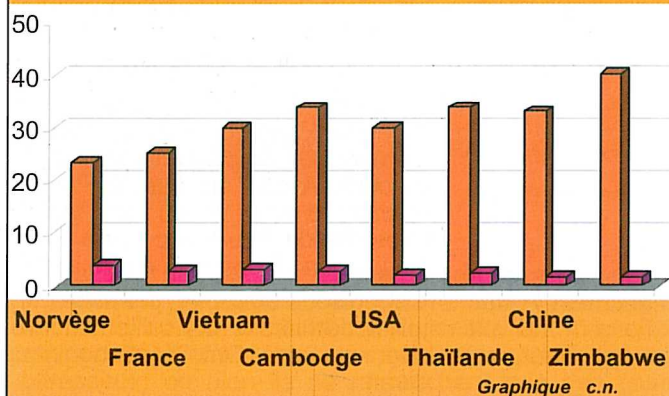
le Cambodge comparé

inégalités comparées

Le rapport 2005 de l'UNDP / PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) sur «**Le développement humain dans le monde**» (*Human Development Report 2005*) permet d'intéressantes comparaisons entre les 177 pays recensés. On a vu que dans certains domaines fondamentaux, la santé, l'éducation, l'habitat, le Cambodge a réalisé de nets progrès (cn 234).

Le même rapport apporte des données peu connues sur les écarts entre les plus riches et les plus pauvres au Cambodge ... et ailleurs.

Parts de la richesse nationale, en %, possédée par les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches



A partir des chiffres du Pnud (rapport 2005) ont été représentés sur ce graphique la situation de quelques pays par ordre d'inégalités: la colonne de gauche représente la part de la richesse nationale possédée par les 10 % les plus riches, la colonne de droite les 10 % possédés par les 10 % les plus pauvres.

Dans l'**index «gini»** calculé par le PNUD, la meilleure note est 0 (égalité totale), la plus mauvaise 100 (inégalité maximale). Cette note (qui ne tient pas compte uniquement des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres) figure au-dessus de chaque pays.

De tous les pays, le Japon (indice 24,9) et la Norvège sont les plus égalitaires. La Belgique, la Suède, la Finlande, le Danemark ont aussi des notes avoisinant 25 ... Le Cambodge (les chiffres datent de 1997) apparaît comme très inégalitaire, mais un peu moins que la Thaïlande, et un peu moins même que les Etats-Unis (où la tranche des 10 % les plus pauvres est particulièrement pauvre). Parmi les pays les plus inégalitaires: le Brésil, les pays d'Amérique centrale, le Lesotho (63,2), la Namibie, indice record 70,7. c.n.

Jusqu'à une époque récente, on manquait de statistiques, en particulier de données fiables permettant de comparer le Cambodge au reste du monde, de situer ses forces et ses faiblesses par rapport à ses concurrents. Aujourd'hui les statistiques abondent, le matériel informatique est là, des statisticiens ont été formés. On a des chiffres. Il faut ajouter qu'un nombre croissant de gens voient l'utilité de ces informations à première vue assez austères.

L'écart de fortune entre les plus riches et les plus pauvres est très fort au Cambodge, et il augmente. L'EIC l'a souligné: les producteurs de riz, encore très majoritaires au Cambodge, ont une productivité très faible. Le riz ne paie pas (cn 234). C'est parmi eux que l'on trouve les plus pauvres de la population, et 15 à 20 % des plus pauvres s'appauvrissent encore. Pendant ce temps, le petit nombre des plus riches continue à s'enrichir.

Que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente peut paraître choquant. Mais c'est une situation classique dans les pays en développement. La croissance augmente les inégalités. Une classe riche apparaît et «décolle», alors que la masse de la population reste plus longtemps dans la pauvreté. De ce point de vue, le Cambodge n'est pas un cas exceptionnel, au contraire, il existe dans le mode des situations encore beaucoup plus contrastées comme le montre le tableau ci-dessous.

Bien évidemment, cet écart entre les plus riches et les plus pauvres, après avoir augmenté, est destiné à diminuer dans le temps, à mesure que se forme une classe moyenne, et que la richesse nationale peut être progressivement redistribuée en faveur des plus pauvres. Cette redistribution dépend de l'action du gouvernement. C'est en cela surtout que se mesure la bonne gouvernance: il faut d'une part qu'il y ait recettes, c'est-à-dire capacité de l'Etat d'imposer les plus riches, et d'autre part répartition de ces recettes, c'est à dire capacité de l'Etat de l'imposer - avec le moins de « pertes en ligne » possible. Etant entendu que cette répartition ne consiste pas simplement à niveler les ressources, à augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres avec des prélèvements sur les plus riches, mais plus fondamentalement à améliorer les nombreux éléments qui constituent le niveau de vie: santé, habitat, scolarité, voies de communications, emplois, ...

Comme disait Robespierre ...

Selon les calculs du Pnud dans de savantes annexes de son rapport, le doublement du revenu des plus pauvres n'affecterait que très peu le revenu des plus riches (avec des différences selon les pays). Mais ce n'est pas l'égalité des fortunes qui est recherchée. Même les révolutionnaires de 1793 n'y croyaient pas. Il y a souvent confusion à ce sujet. L'égalité qu'ils ont voulue, c'est l'égalité devant la loi. Robespierre disait bien, dans son *Discours sur la nouvelle déclaration des droits* (24 avril 1793):

« (...) Nous n'en sommes pas moins convaincus que l'égalité des biens est une chimère. Pour moi, je la crois moins nécessaire encore au bonheur privé qu'à la félicité publique: **il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence**».

(suite page 7)

le Cambodge comparé

Compétitivités comparées

Le rapport de l'EIC

La situation ici est alarmante selon l'*Economic Institute of Cambodia* (EIC) dont le dernier rapport attribue au Cambodge le 112ème rang sur les 117 pays recensés, derrière l'Indonésie (74), le Vietnam (81), le Bangladesh (110) ...

Les critères qui sont pris en compte dans l'attribution de l'index (dit GCI, *Growth Competition Index*, créé par le *World Economic Forum*) sont: - l'«environnement macroéconomique»; - les «institutions publiques» et l'«indice technologique». Chacun des critères est lui-même composé de sous-critères divers.

- pour l'*environnement économique*, le Cambodge est au 104ème rang. Le rapport relève : la forte différence entre le taux de rémunération des dépôts et celui des prêts (15,8 %); le fort déficit des finances publiques (6,1 % en 2004); le fort déficit commercial; une croissance que l' EIC estime à 5% pour 2005; le fait que le Cambodge est un pays « à risque »; le peu d'efficacité des dépenses du gouvernement. De sorte que les objectifs du gouvernement, réduire le taux de pauvreté à 19,5 % d'ici 2015, ont peu de chances d'être atteints, estime l'EIC. Ses efforts pour réduire la différence des revenus entre les plus riches et les plus pauvres sont insuffisants, et bien moins efficaces que ceux notamment du Vietnam (*voir ci-dessus*).

- Pour les *institutions publiques*, le Cambodge est au 114ème rang sur 117 (Bangladesh) et parmi les pires du monde, selon ce rapport. Principales faiblesses: les lois ne sont pas appliquées; le gouvernement n'est pas transparent. Ces deux facteurs nuisent aux affaires. Le système judiciaire est particulièrement critiqué: il n'est pas indépendant des influences extérieures; obtenir une décision favorable demande des «dépenses non officielles», selon une forte proportion des chefs d'entreprise interrogés. Le système judiciaire n'assure pas le règlement des litiges, ne permet pas de contester une décision gouvernementale, contrairement à ce qui se passe en Thaïlande, au Vietnam, en Chine, en Indonésie, où des progrès dans ces domaines ont été réalisés.

S'agissant des contrats signés par le gouvernement, les chefs d'entreprise considèrent qu'ils ne sont pas neutres, mais souvent destinés à favoriser un petit groupe de personnages influents. La protection des droits de propriété est considérée comme un autre point faible, dont l'amélioration demande des efforts soutenus.

La corruption, depuis longtemps dénoncée, est considérée par l'EIC comme un sujet encore plus sensible qu' auparavant. Tous les rapports désignent la corruption comme l'obstacle principal à l'activité des affaires. Dans ce domaine, le Cambodge selon l'EIC serait au rang 115 sur 117, devançant seulement le Tchad et le Bangladesh. La corruption est très commune pour obtenir satisfaction des services publics. Elle est commune en matière de permis d'exporter et d'importer, de recettes fiscales, d'obtention des marchés publics, et pour obtenir des décisions judiciaires favorables, écrit l' EIC.

- Pour ce qui concerne la *technologie*, le Cambodge a le 105ème rang sur 117. Pourquoi ce mauvais score ? Le gouvernement, dit le rapport de l'EIC, est peu capable d'absorber les nouvelles technologies, à la différence par exemple de la Thaïlande, et n'utilise pas l'ITC (*Information, Communication, Technology*) pour améliorer la productivité. Les entreprises dépensent peu pour la recherche et l'innovation, leurs relations avec les universités sont encore faibles. La part de la population qui a accès à l'internet (25 pour 10 000) et aux télécommunications (téléphone 0,3 %) est faible. La législation relative à l'ITC est pratiquement inexistante.

A s'en tenir au rapport de l' EIC, qui donne de mauvaises notes au Cambodge sur tous les points, on peut se demander pourquoi certaines sociétés continuent à investir au Cambodge, ou à s'y intéresser. Sans contester les faiblesses du Cambodge, on trouve plus d'équité dans un *Guide de l'investissement au Cambodge* publié en 2004 par la Chambre de Commerce Internationale (CCI), branche de la CNUCED / UNCTAD, Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

Le rapport de la CNUCED / CCI

Les plus du Cambodge

- la stabilité politique et économique est le facteur le plus apprécié par les chefs d'entreprise, selon ce rapport. On peut remarquer que personne ne se plaint plus du manque de sécurité à Phnom Penh, alors que c'é



**SÉCURISEZ
VOTRE
RÉSEAU
AVEC
KHMERDEV**

AUDIT RÉSEAU GRATUIT

Installation et Maintenance, Partage de connexion et gestion de votre consommation internet, Solutions de sécurité Firewall et Antivirus, Installation de serveurs Web, Messagerie ou FTP...

KhmerDEV propose des solutions adaptées à l'activité de votre entreprise et permettant une gestion sereine de votre Parc informatique.



Ad 36, E2 Vithei Angkor, 12 204 Phnom Penh
Tel: 012 207 324 contact@khmerdev.com
WWW.KHMERDEV.COM

(suite page 8)

Micro-crédit

Entretiens avec John Brinsden, vice-président et Im Channy, general manager de

I' ACLEDA

L'ACLEDA, Association of Local Economic Development Agencies a été créée en 1993 pour aider les moins fortunés: comme ils n'ont pas de biens, immobiliers ou autres, à proposer en garantie de leur emprunt, ils n'ont pas accès aux prêts bancaires normaux. L'idée du micro-crédit, c'est de les aider à créer une petite entreprise.

Les débuts de l'ACLEDA ont été financés par le PNUD et par le gouvernement danois. Elle comptait en 1994 cinq LEDA (agences locales de développement économique). (cn 9, juin 1994).

12 ans plus tard, nous dit John Brinsden, vice-président, l'ACLEDA, devenue une banque de plein exercice, compte 137 agences réparties dans tout le pays; le nombre des employés dépasse 2000. Nous avons 136 000 prêts en cours, le total de ces prêts atteint 87 millions de dollars ... L'ACLEDA est aujourd'hui dans les 3 premières banques commerciales du Cambodge, la seconde en matière de prêts, avec environ 14 % du marché. Dans la fourchette des prêts de 10 à 500 dollars (moyenne 203 dollars), avec 97 200 prêts en cours nous avons plus de 90 % du marché !

On nous critique parfois de ne plus être une ONG, c'est-à-dire de ne pas faire de l'humanitaire. Il ne faut pas confondre les deux activités. C'est vrai que nous sommes depuis octobre 2000 une banque, très attentifs à la capacité de remboursement de nos clients, cherchant la rentabilité, faisant des bénéfices, avec des réserves consistantes. Nous construisons bd Monivong

un nouveau siège social.

Nous sommes une banque moderne, avec une informatique très développée: toutes nos agences sont interconnectées, nos clients peuvent tirer de l'argent dans n'importe laquelle et faire des transferts partout, dans un délai garanti de 2 heures: en 2003, 68 millions de dollars avaient été transférés d'agence à agence; en 2005 on atteindra 300 millions de dollars. Comme le Moody's a amélioré notre rang, notre cote, on nous accorde à l'étranger des prêts diminués de 1 % !

Qui sont les emprunteurs ? A quoi servent les prêts ? A une multitude d'activités telles que: production de meubles en rotin, de paniers de vannerie, de nattes, création d'échoppes de vente de poulets, de bananes grillées, de légumes, de téléphones mobiles, de petits générateurs électriques, de charge de batteries, vente ou achat de matériel de pêche, de pompes d'irrigation, réparation de motos, de voitures, création d'un restaurant, élevage de cochons, culture de tomates, salades, ...

Nous étudions très attentivement le projet de nos emprunteurs, nous refaisons les calculs avec eux de façon précise, et cette assistance est comprise dans le taux du prêt. Nous re-prêtons en fonction des résultats obtenus: le montant du prêt peut augmenter, et le taux baisser. Avec cette méthode, le taux de remboursement des prêts est extrêmement élevé, bien supérieur aux taux habituels (non remboursements 0,31 % !).

Les taux des prêts: 4 % par mois. Ils diminuent avec le montant de la somme: 3 % pour 500 dollars et au-delà, et 1,5 à 2 % au-delà de 10 000 dollars.

Depuis 12 ans, l'ACLEDA a accordé 1,2 million de prêts, au total 450 millions de dollars, et nos clients nous sont très fidèles. N'est-ce pas le signe de notre utilité ?

137 agences

2 391 employés

136 786 prêts en cours

prêt moyen: 726 dollars

((suite de la page 7))

le Cambodge comparé

tait l'une des inquiétudes majeures il y a quelques années, et que c'est une faiblesse très fréquente dans les pays en développement.

- les chefs d'entreprise citent aussi comme un plus l'amélioration des infrastructures, télécommunications et réseau routier en particulier.

- le Cambodge est un vaste marché, si l'on considère l'ASEAN, ses 10 pays membres, ses 550 millions d'habitants, qui formeront une zone de libre-échange (AFTA) en 2010, avec des droits de douane compris entre zéro et 5 %. A quoi s'ajoutent les projets d'accord de libre-échange ASEAN—Chine, peut-être pour 2010 aussi, et ASEAN—Inde, peut-être plus proche.

- et vastes marchés aussi pour le Cambodge, l'Union européenne et les Etats-Unis, auxquels il a un accès privilégié.

- une économie très «ouverte», la plus libérale parmi les 49 pays moins développés (LDC), autorisant par exemple des investissements 100 % étrangers.

- des salaires bas, et une force de travail très «formable».

- un atout considérable: les temples d'Angkor et leur

force d'attraction exceptionnelle, avec une croissance dépassant 30 % par an.

- beaucoup d'opportunités notamment dans le tourisme, les infrastructures en BOT, l'agro-industrie, en particulier selon ce rapport dans la pêche, la sériciculture, la raffinerie d'huile de palme, l'agro-alimentaire, l'hévéaculture, le jute, le sucre, ...

Les moins du Cambodge

- ressources humaines faibles: manque de professionnels qualifiés; taux d'alphabétisation faible.

- équipement encore très insuffisant: nombre de téléphones par habitant, routes rurales, coût élevé de l'électricité, ...

- faiblesse des services publics. Les délais trop importants et la corruption, qui grèvent les prix de revient, sont cités dans ce rapport aussi comme l'obstacle majeur que rencontrent les investisseurs. Les importations illégalement obtenues grâce à la corruption. Des améliorations sont toutefois mentionnées.

- l'insuffisance du système légal, et le manque d'application de la législation existante. Sur ces points, tous les rapports coïncident.

- inégalités, manque de transparence dans le système fiscal, bien que des progrès dans ce secteur soient observés.

(suite p. 9)

le Cambodge comparé

Liberté de la presse

Le Cambodge occupe un rang relativement bon dans la liste établie par *Reporters sans Frontières*: 90ème sur 167 pays recensés. C'est amplement mérité. De tous les pays de la région sud-est asiatique, le Cambodge est certainement celui où le gouvernement tolère le mieux les critiques. La presse étrangère surtout dispose d'une latitude totalement inconnue dans les pays voisins, qu'ils soient de culture communiste comme le Laos, le Vietnam, ou non comme la Malaisie, Singapour, ou évidemment le Myanmar. L'opposition, au Cambodge, s'exprime librement, à travers ses députés, ses journaux, les radios qui lui sont favorables, et à partir de l'étranger par de fortes radios et multitude d'e-mails, au point que le gouvernement peut estimer que la balance n'est pas égale: ses critiques ont énormément plus de pouvoirs médiatiques que ses partisans. On remarque cependant que ces derniers temps le gouvernement multiplie ses interventions la télévision.

La liberté de la presse écrite est remarquable. Il n'y a aucune censure, ni pour la radio (la télévision, elle, est contrôlée). Le ministre de l'Information, lui-même ancien journaliste, traducteur, intellectuel, souhaite que chacun puisse s'exprimer librement, pensant que c'est la meilleure école tant pour les journalistes que pour les lecteurs. Il n'y a pas de loi sur la presse. Plus simple-

ment, il appartient à chacun d'être responsable: celui qui se sent attaqué injustement, pour diffamation par exemple, fait en principe appel aux tribunaux, attaque le journaliste et le journal (les choses se traitent ordinairement en dehors des tribunaux).

Si la télévision est assez étroitement surveillée, si les émissions sont contrôlées avant diffusion, c'est que la population, qui n'a pas encore beaucoup d'expérience politique, est crédule, très influençable, et très inflammable dès qu'il s'agit de questions comme les frontières. Un dérapage même assez anodin peut déclencher des violences, une émeute. On l'a vu dans le passé.

C'est ce qui explique la réaction du gouvernement vis-à-vis du directeur de la station de radio *La Ruche* (FM 105, dite *Abeille*). Accusé d'avoir vendu des terres cambodgiennes, sans que l'accusateur apporte de preuves ni le point de vue de la défense, le gouvernement riposte. Il ne faut pas «*piquer le cul du tigre*» et s'indigner ensuite s'il réagit.

Le gouvernement dans cette affaire a eu la main lourde. Il a sans doute estimé qu'il valait mieux prendre contre un journaliste des mesures disproportionnées, voire injustes, que de risquer des troubles. Le péril passé, il faut maintenant que le journaliste en question soit libéré, qu'il puisse se défendre, que la procédure normale soit respectée.

C.n.

SCA et les aéroports internationaux accompagnent Cambodge Nouveau



conjoncture

Tourisme: situations variables

Ces *interview express* auprès de quelques professionnels du Tourisme, voyagistes et hôteliers, donnent une idée de la situation juste avant la «haute saison». C'est bon pour les uns, un peu maussade pour d'autres.

Asian Trails

Jacques Guichandut

Le début de cette année avait été excellent, la fin de l'année semble moins brillante, nous dit Jacques Guichandut, c'est sans doute que le nombre de ceux qui se partagent le gâteau augmente. C'est un phénomène que l'on voit surtout dans l'hôtellerie. Pour nous, l'année finalement sera meilleure que l'année dernière, dans une proportion de sans doute 10 à 20 %.

La demande de mes clients, Européens à 100 %, ne change guère. La moitié au moins veulent visiter le parc archéologique uniquement. Certains passent volontiers une ou deux nuits à Battambang, à Sihanoukville, mais très peu s'écartent de cette demande traditionnelle. Siem Reap augmente très vite, pour Phnom Penh c'est plus difficile.

Les infrastructures s'améliorent, mais il reste beaucoup à faire encore, les services restent très en retard, la restauration par exemple.

Exotissimo

David Viraya Phang

Nous n'aurons pas beaucoup plus de clients cette année que l'année dernière, estime David Viraya Phang, mais les progrès viennent plutôt de la qualité de la clientèle. Nous faisons de plus en plus de voyages «incentives» pour des sociétés ou des organismes, et là nous faisons du haut de gamme. Par exemple, nous organisons des circuits à bicyclette –c'est une formule particulièrement prisée des Britanniques et des Américains, souvent des «charity challenges»-, avec une logistique développée, qui prévoit les risques possibles, donc des circuits chers. Cette année, le progrès pour nous va être d'environ 10 à 20 %. 2006 devrait être meilleure, avec un fort développement de la formule «incentive tours».

A mon avis, le gouvernement devrait veiller à appliquer les lois, et choisir mieux son timing: créer une taxe de 2% sur les hôtels, c'est possible, nous ne refusons pas, mais pas au moment où les réservations sont déjà faites, où les clients se sont engagés sur les prix qu'on leur a proposés. On ne peut pas changer le prix ensuite; la taxe, c'est nous, agences de voyage, qui aurions dû la payer.

Il y a touristes et touristes ...

Le nombre des visiteurs n'est pas tout. A Siem Reap, on observe que les Coréens sont nombreux mais très encadrés: ils ont leurs hôtels, leurs restaurants, leurs boutiques, leurs guides; leurs visites sont pratiquement sans temps libres où ils pourraient visiter les échoppes, des restaurants, ... On préfère les Japonais, les Américains, les Européens, dont les dépenses sont beaucoup plus dispersées...

Dara Guest House (Siem Reap)

Ouk Sang

Depuis septembre-octobre, la situation n'est pas très bonne, le taux d'occupation de nos 15 chambres (8 à 20 dollars) est d'environ 50%. C'est la saison des pluies, mais c'est aussi qu'il y a trop de guest-houses, elles poussent «comme des champignons». Peut-être aussi que les étrangers s'inquiètent de ces discussions sur les frontières ... Les mois qui viennent ? Les guest-houses ne sont pas comme les hôtels, avec des réservations, nous vivons au jour le jour.

Victoria Hotel (Siem Reap)

Christian Decaudin

La situation est assez médiocre, moins bonne qu'espéré. C'est que d'une façon générale l'offre de chambres haut-de-gamme, il y a 900 chambres «5 étoiles» à Siem Reap, est trop importante. C'est une situation provisoire: comme on ne construit plus d'hôtels 5 étoiles (le prochain, *Oberoi*, n'ouvrira pas avant 2007), et que la clientèle fortunée augmente, le taux d'occupation devrait s'améliorer. Il augmente d'ailleurs pour nous, qui sommes aux environs de 40 %, au-delà du seuil de rentabilité, bien que nos prix soient en augmentation – 130 \$ en moyenne. Ailleurs, il y a des situations variables: assez médiocre au *Grand Hôtel*, très bonne au *Méridien* qui casse les prix (70 \$!), mauvaise au *Sofitel* à cause de la politique du *Méridien*. Et il y a encore l'*Hôtel de la Paix*, et le *Pansea* !

Long Vibol Guest House (Sen Monorom)

Le tourisme marche bien dans notre région, beaucoup mieux que ces deux dernières années, les Cambodgiens comme les étrangers viennent en visite, même à la saison des pluies. Pour moi, 21 chambres, le taux d'occupation moyen est de 60 %.

Il y a maintenant 18 guest-houses, et deux hôtels en construction de plus de 50 et de 40 chambres, ils doivent ouvrir début 2006.

La route de Snuol à Keo Seima n'est pas très bonne maintenant, mais on fait les 134 km du trajet Snuol—Sen Monorom sans problème en 3 heures.

Mékong Hôtel (Kompong Cham)

Ly Sat

Pour nous, les choses marchent bien, mon hôtel avec ses 60 chambres est occupé à environ 60%. Nous recevons beaucoup de groupes avec quantité de voyagistes comme *Asian Trails*, *Hanuman*, *Apsara Tours*, *Asian tours*, *Exotissimo*, ... Mes clients sont surtout des Européens, Français, Allemands, Italiens, ... mais aussi des Américains, des Asiatiques. Cette année nous ferons au moins 10 % de plus que l'année dernière, et je pense que 2006 sera une bonne année aussi, il y a déjà des réservations.

Sokha Hotel (Sihanoukville)

Dana

Pour nous la situation est bonne, bien que le taux d'occupation ne soit pas «fantastique», et elle s'améliore de jour en jour. Les Cambodgiens sont environ 45 % de notre clientèle, les Français 25 %, Britanniques 7 %, Américains 4 %, Australiens 4 %, Chinois 3 %, autres 12 %. La plupart viennent après avoir visité Angkor. Ils restent en moyenne 4 jours.

L'aéroport ? Non il n'est pas encore en service, et il faudrait vraiment qu'il soit rapidement opérationnel. Oui, je suis très optimiste pour l'avenir !

l'assistance française expliquée

Dominique Dordain, chef du SCAC

Le Cambodge, avec le Laos et le Vietnam, fait partie pour la France de la « zone prioritaire » en Asie, rappelle Dominique Dordain, chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France (SCAC). Selon l'accord-cadre qui vient d'être signé avec le gouvernement cambodgien, l'assistance française va s'orienter vers de nouvelles priorités, prenant en compte la lutte contre la pauvreté, s'inscrivant dans la « stratégie rectangulaire » du gouvernement, et dans le cadre du nouveau « plan national stratégique de développement 2006—2010 » du gouvernement.

L'assistance française au cours de ces cinq dernières années, a totalisé 112 millions d'euros, soit une moyenne de 22 millions par an.

Elle concerne comme précédemment divers domaines, prenant en compte trois des « objectifs du millénaire »: agriculture et sécurité alimentaire, environnement et bio-diversité, et santé.

Yves Terracol, directeur de l'AFD

Les « objectifs du millénaire » qui sont entièrement dévolus à l'AFD, au Cambodge, sont :

● **l'Agriculture et la sécurité alimentaire:**

C'est un choix qui s'impose du fait qu'une grande partie de la population en dépend, et que les rendements y sont très faibles, ne permettant qu'une économie de subsistance. Avec les pêches et la forêt, elle ne représente que 30 % du PIB.

Nos interventions seront axées sur trois points:

- Aider à une « agriculture compétitive et régulée » par:
 - un appui à la définition de politiques sectorielles agricoles;
 - un appui à la définition des positionnements des trois ministères concernés, Agriculture Pêches et Forêts, Ressources en eau, et Développement rural;
 - un appui à la définition d'une politique multi-bailleurs.
- aider à une agriculture performante et durable, surtout

D'après les exposés faits lors de la réunion de la Chambre de Commerce Franco Cambodgienne le 20 octobre.

Cette assistance est répartie entre trois opérateurs: les Affaires étrangères, l'Agence Française de Développement, et l'AUF pour ce qui concerne la francophonie.

Du ressort des Affaires étrangères : - la modernisation de l'Etat, et la « gouvernance »: gestion de l'économie, système judiciaire (avec l'accès au système judiciaire, la formation, le Code pénal et le Code de procédure pénale (ils sont en attente de discussion par l'Assemblée nationale), fonctionnement de l'Etat, appui à la décentralisation, sécurité des entreprises et des investissements ... ; - l'enseignement supérieur (dans ce domaine, on va maintenant jusqu'au niveau doctorat); - la recherche; la formation des cadres, dans les domaines de la justice, de la police, des services économiques, des ingénieurs, ... - la protection du patrimoine, où la France, à Angkor, a une longue tradition archéologique; - l'urbanisme ... ; - un autre domaine de l'assistance concerne la société civile: nous essayons d'accompagner des ONG françaises, qui sont souvent très anciennes, et des ONG nationales aussi, dans des domaines tels que la lutte contre le sida, la protection du patrimoine, le développement local, ...; -et nous essayons de faire adhérer à nos efforts l'opinion publique française. La région Rhône-Alpes en particulier s'intéresse au Cambodge. Nous avons créé une cellule de soutien aux ONG.

par la maîtrise de l'eau, irrigation et techniques de culture qui permettent d'utiliser moins d'eau, dans des sols médiocres.

En même temps, rechercher la diversification, et poursuivre nos projets en matière de soutien à l'hévéaculture familiale. C'est là un axe important: il faut diversifier pour sécuriser. Il y a là une politique en cours de mise en œuvre. Les polders de Prey Nup sont un exemple de cette politique.

● **l'environnement et la protection de la bio-diversité:** il s'agit là plutôt des priorités de la France, on trouve au Cambodge de nombreux « hot spots », parmi les plus riches et en même temps les plus menacés de la région et de la planète. Nous contribuerons à protéger ces zones, ce domaine d'intervention étant pour nous moins important que les deux autres.

Notre action consistera à participer aux efforts de la MRC pour la gestion des eaux du Mékong dans un cadre régional; participer à une bonne distribution et à la gestion des ressources en eau sur les polders de Prey Nup.

(suite page 14)

POWER



AIR-CONDITIONING



WATER



ENGINEERING SOLUTIONS FOR CAMBODIA



comin khmere

E-mail: cksales@comin.com.kh, Website: cominkhmere.com



les îles

Au large des 350 km de côtes, le Cambodge propose quantité d'îles «sauvages». Jusqu'à présent, elles n'ont pas été « aménagées », équipées pour le tourisme, comme on l'a fait par exemple en Thaïlande. Il y a des projets pour Koh Kong, nous dit le directeur du Tourisme de Sihanoukville.

Les îles cambodgiennes ne sont ni habitées, ni aménagées, ni atteignables par des services de bateaux réguliers, à l'exception de **Koh Sdaek** où fait escale le bateau Sihanoukville—Koh Kong. Les îles du Cambodge ne sont bien connues que de quelques navigateurs, amateurs, plongeurs, et de rares encore très rares. On peut naturellement à partir de Sihanoukville louer un bateau de pêcheurs et poser le pied sur l'une des îles toutes proches des plages, ou ecore, en quelque 2 heures de traversée, atteindre les côtes de Koh Rong et de Koh Rong Salaem. C'est déjà de l'exploration, de la décou-

verts (6—7 m), avec une faible visibilité à cause de la vase. C'est le cas aussi de la baie de Kompong Som, peu profonde, où les bateaux doivent emprunter des chenaux. La meilleure saison est de novembre à février (la côte abrite des vents du nord, la mer est moins agitée).



ouverte. Quand ces îles auront été aménagées, on regrettera certainement le temps où elles ne l'étaient pas.

Sur certaines îles il y a des singes, des aigles-pêcheurs, de très gros lézards, ... aucun habitant.

On dort sur les plages. Mais pensez à vous protéger des moustiques, très nombreux et très voraces au coucher du soleil.

Parlons maintenant pour les plongeurs, et les chasseurs.

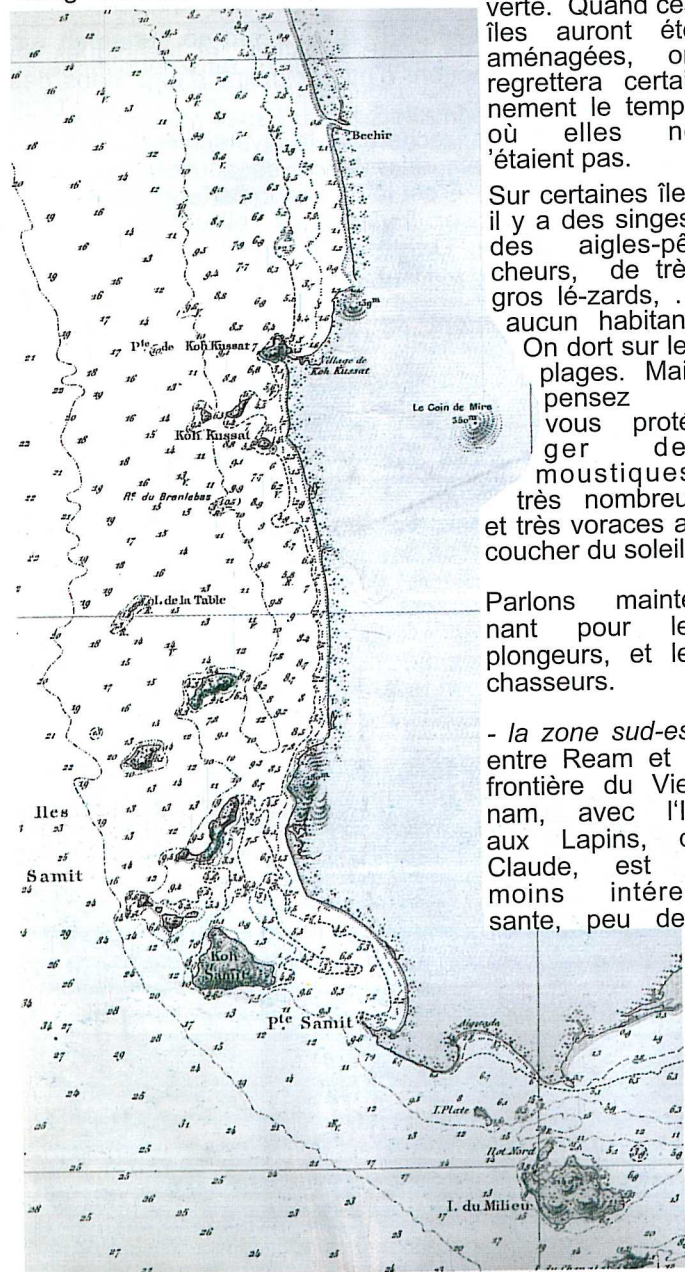
- la zone sud-est, entre Ream et la frontière du Vietnam, avec l'île aux Lapins, dit Claude, est la moins intéressante, peu de

Requins-léopards, espadons-voiliers ...

Les meilleurs site de plongée sont à l'ouest. A 25 km à l'ouest de Sihanoukville, atteignables en 1h 1/2 à 2 heures avec un bateau de pêche local: les îles **Koh Rong** et **Koh Rong Salaem**. Là et dans les îles dites «îles royales», 35 km au nord-ouest, avec **Koh Sdaek**, **Koh Smach**, ... On peut voir là beaucoup de coraux magnifiques, en grands massifs, c'est «un jardin», avec une visibilité de 6 à 7 m, parfois de 15. Vie marine très intéressante avec des fusiliers très nombreux et curieux, poissons-papillon, demoiselles, des perroquets énormes de toutes les couleurs très vives, mérous peu craintifs, poissons-anges, daurades, wrass, minuscules *doty blues* ou poissons-néon d'un bleu électrique, nombreuses carpes rouges, et pour les plus patients et silencieux : carangues, barracudas, sauteurs talang...

«Avec un peu de chances, dit Frank Dulac, vous croirez le vol inoubliable d'une raie manta ... vers 5 heures du soir, les requins récif, pointe noire ou pointe blanche, sont de sortie, curieux mais pas dangereux —pour peu que votre ceinture ne soit pas garnie de poissons ! »....

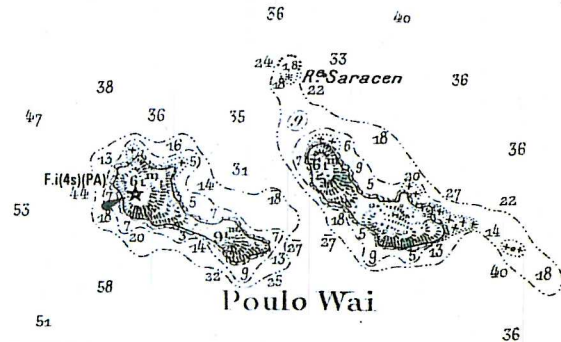
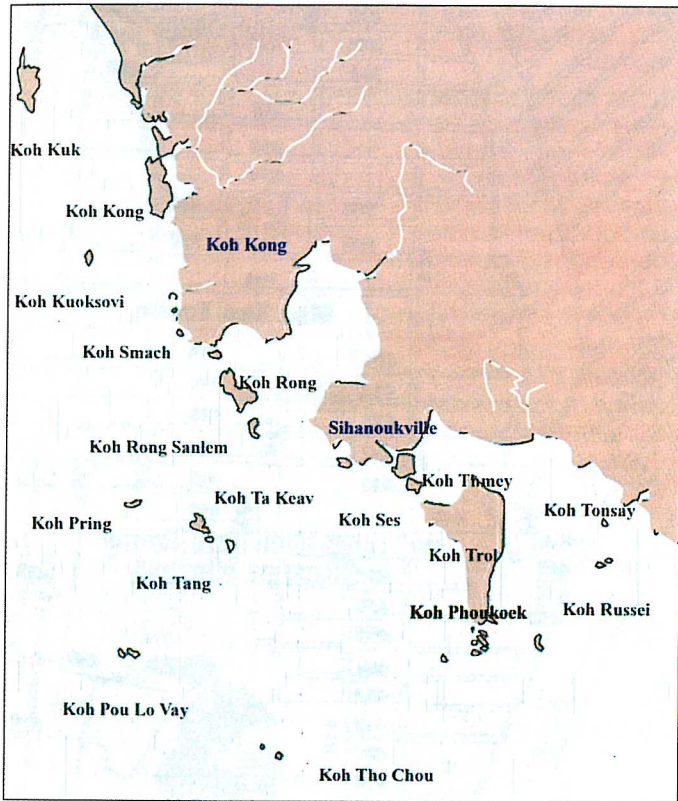
au sud-ouest, nettement plus au large, à environ 75 km de Sihanoukville: **Koh Trang** avec ses quatre îlots, **Koh Prins** à 1 heure de mer plus à l'ouest, l'îlot **Veer** à 1 heure dans le sud-ouest de Koh Prins ... là



Les îles royales

Ci-contre les « îles royales », ou « îles Samit », dans le nord-ouest de Sihanoukville. Les noms ont changé: l'île du Milieu s'appelle maintenant Koh Manou, l'île Plate s'appelle Koh Damloung, Koh Samit s'appelle maintenant Koh Smach, les îlots au nord-ouest sont Koh Ampil Thum; plus au nord c'est Koh Samit et Koh Sdach, avec un village où le bateau Sihanoukville - Koh Kong fait escale, plus au nord Koh Pulsa, ... nous n'avons pas le nouveau nom des roches du Branlebas. Plus au nord, non portée sur cette carte, la grande île de Koh Kong, à la frontière de la Thaïlande.

du Cambodge



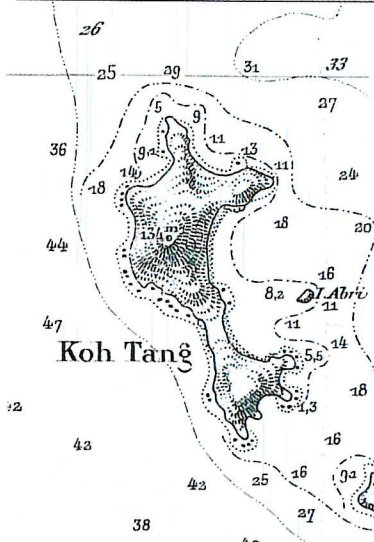
La carte générale ci-contre ne comporte aucune frontière. Elle permet de situer les îles dont il est ici question: Koh Rong et Koh Rong Sa-lem au large de Sihanoukville, les îles Samit dans le nord-ouest, dont Koh Sdach; Koh Kong au nord près de la frontière thaïlandaise, et plus au sud Koh Tang, Koh Prins, et Poulo Wai, et la fameuse île Koh Tral / Phu Quoc. (Condor Reef non porté).

les restes se trouvent par 39 m de fond. Armée par le roi de Siam, elle transportait de la vaisselle chinoise ... et de l'or. On en trouve des traces dans les archives de la Compagnie hollandaise des Indes orientales.

En fait au cours des âges quatre ou cinq bateaux ont fait naufrage sur ces rochers à fleur d'eau, que les cartes ne signalaient pas, dont en 1860 un trois-mâts barque allemand, de Brème, le *Condor*, qui a laissé son nom aux récifs. Il venait de Macao et allait à Bangkok. On a dans les archives le rapport circonstancié du capitaine. Il n'y eut pas de pertes humaines. Le navire navigant sur ballast, il n'y eut pas non plus perte de cargaison. L'équipage, craignant de débarquer sur les côtes proches peut-être hostiles, rejoignit Bangkok à la rame, dans des chaloupes, en 9 jours.

Des professionnels ont fait des recherches au pied des récifs, en 2000 et 2001, avec une jonque: on a retrouvé des fragments de porcelaine décorée, et des morceaux de la doublure en cuivre du *Condor*. Pas d'or ... autant que l'on sache (*Max Couteau, cn 150*).

Quant à **Poulo Wai**, les requins sont nombreux autour des récifs sud-est, inoffensifs, nous dit Frank Dulac, et curieusement se rassemblent côté soleil couchant. Pourquoi? Le débat est ouvert.



les coraux sont plus dispersés, mais la visibilité est meilleure, 10 à 15 m par 20 m de fond, et l'on y rencontre de plus gros poissons: raies-aigles, requins-léopards, et parfois de magnifiques espadons voiliers

Île au trésor ?

Plein ouest de Sihanoukville et de Koh Rung, un récif particulier, qui ne dépasse la surface que de 40 cm, **Condor Reef** (on le repère au GPS). Peu de

poissons, mais des blocs de pierre impressionnants, et Claude a vu là un requin-baleine.

Sur ces récifs, une jonque a naufragé en 1679, dont

Les fragments de carte reproduits ici proviennent de la carte du Service Hydrographique de la Marine 5892 dressée par la Mission Hydrographique d'Indochine de 1926 à 1927 et de 1936 à 1939, édition SHOM 1965 mise à jour au 15 avril 2002.

Texte réalisé avec la collaboration de Claude («*Chez Claude*», Sihanoukville), qui organise depuis plus de 10 ans la visite des îles, et de Frank Dulac (*Mékong Libris*), qui navigue et chasse dans les eaux cambodgiennes depuis bientôt 10 ans également.



Assistance française

En matière de biodiversité, nous interviendrons pour le massif des Cardamomes avec une ONG, *Conservation international*. Un premier projet de 850 000 euros a été approuvé récemment. On créera ensuite une *trust fund* destiné à couvrir les frais de fonctionnement.

● **la santé.** Son importance est évidente, et au Cambodge les indicateurs de santé sont mauvais, principalement pour ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant. Il y a donc un travail énorme à faire pour remettre daplomb le système de santé cambodgien.

Guillaume Prévost, conseiller économique Adjoint au chef de mission

Nous travaillons, avec d'autres, sur le programme de réforme des finances publiques. Notre effort porte sur l'amélioration des recouvrements, sur la procédure de suivi, et sur l'amélioration de la traçabilité, de façon que chacun puisse être sûr que l'argent collecté va bien là où il doit aller, par les circuits les plus normaux et les plus sécurisés. C'est une opération qui est soutenue à la fois par le service de coopération de l'Ambassade,

C'est ailleurs un secteur où la coopération française a beaucoup investi.

Nous interviendrons dans le secteur des soins à la mère et l'enfant, à Phnom Penh et dans la province de Takeo où est menée actuellement une expérience de « micro-assurance santé » que l'on cherche à développer. L'idée est d'améliorer grâce à ce système l'accès aux soins et la qualité des soins dans les hopitaux provinciaux.

Nous allons aider aussi l'institut Pasteur pour son laboratoire qui permettra de repérer les virus et de surveiller l'émergence éventuelle de la grippe aviaire.

par l'ADETEF du ministère des Finances pour la formation des cadres cambodgiens aux nouvelles procédures de dépenses publiques et par le Fonds Monétaire International qui assiste les cadres cambodgiens dans la remise en ordre des procédures de rédaction des textes.

Au-delà des procédures d'aide, nous sommes un peu courts, à la mission économique, « en termes d'outils et d'instruments ». Mais nous travaillons à faire changer la perception du Cambodge, comme le font les chefs d'entreprise ...

Emploi francophone

Un Département de l'Emploi francophone (DEF) a été créé au Cambodge conjointement par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), l'Agence Internationale de la Francophonie (AIF), et la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne (CCFC), explique Rattana Phurik-Callebaut, directrice de la CCFC. L'objectif: faciliter l'insertion des étudiants francophones et autres dans le marché du travail. L'AUF apporte le financement, la CCFC les locaux, la logistique, l'activité quotidienne. L'inauguration officielle a eu lieu le 11 octobre.

La création du DEF vient d'un constat: le français est utilisé au Cambodge dans de nombreux établissements d'enseignement supérieur. Il est important pour les étudiants et les jeunes diplômés que l'appui qu'ils reçoivent ne s'arrête pas leur sortie de l'Université, qu'existent des passerelles vers la vie active. Le DEF les aide à rédiger un CV, les informe sur les offres d'emploi, les assiste dans leurs démarches, en même temps essaie de bien connaître le marché du travail de façon à mieux faire coïncider l'offre et la demande d'emplois.

Première étape: visiter les universités pour faire connaître le DEF: l'Institut de Technologie du Cambodge (ITC), l'Université Royale d'Agriculture (URA), l'Université Royale de Droit et de Sciences Economiques (URDSE), l'Université Royale de Phnom Penh (URPP), l'Institut National de l'Education (INE) ... sont tout naturellement intéressés par le DEF.

On constate une vraie curiosité de la part des étudiants: déjà plus de 30 sont venus au siège du DEF, à l'hôtel Cambodiana, chercher de l'information et des conseils. Ils ne viennent d'ailleurs pas uniquement des universités francophones, mais aussi de l'ITM, de Panhastra University, de l'Université Nationale de Management ... Nous pensons que beaucoup d'ONG devraient être intéressées par le DEF.

Le processus est le suivant, explique M. Prach Minea, responsable du DEF: les étudiants envoient leur CV, ou bien viennent l'apporter. On leur donne des conseils pour l'améliorer. Deuxième étape: on vérifie que ce CV correspond assez bien avec la demande d'emploi. S'il y a au moins 70 % de correspondance entre l'offre d'emploi et le CV, il y a « pré-sélection »: on corrige le CV en fonction de cette demande, et on l'envoie à l'employeur. Le système a commencé à fonctionner en septembre. Sur les 30 étudiants déjà venus au DEF il y a, à la fin octobre, 4 pré-sélections.

Aider les étudiants francophones à trouver un emploi

Contribuer à adapter la demande aux offres d'emplois

Une présentation sera faite fin 2005 ou début 2006 pour les stages de fin d'études qui ont lieu à la mi-janvier ou en février pour les 4ème et 5ème années.

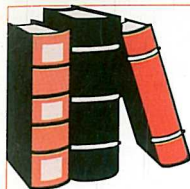
Il existe déjà un site internet. On y expliquera les offres d'emploi, les étudiants pourront ainsi pré-

voir longtemps à l'avance leurs stages de fin d'études. Ils pourront postuler pour plusieurs stages.

Côté entreprises: il faut intéresser au DEF les entreprises françaises (78 sont listées à la Mission économique), mais informer aussi les entreprises anglophones, cambodgiennes, les ONG de toutes nationalités, de façon à pouvoir proposer une grande gamme d'emplois. « On ne se bloque pas sur la francophonie, mais on lui donne une préférence ».

Oui, il existe des offres d'emplois, mais le recrutement se fait jusqu'ici surtout par le bouche à oreille, par les relations proches ... les entreprises doivent élargir leur recrutement. Dans l'autre sens, les employeurs se plaignent de ce que les nouveaux recrutés, en dehors de leur formation - comptables, techniciens ... - ne savent rien faire: pas d'initiative, pas d'autonomie, un manque presque total de culture générale ...

Et l'on constate un manque général d'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois. C'est certainement l'un des points où le DEF pourra apporter des informations utiles.



LIVRES

Pirates et terroristes en mer d'Asie

par Solomon Kane et Francis Martin

La piraterie maritime a perdu tout son pittoresque. Plus de coups de canon, plus d'abordages au sabre, plus de mutins pendus haut et court ... et rétrécissement affligeant aussi du champ d'action: finies ou presque les Caraïbes, l'île de la Tortue, les parages de Cadix et ceux de Socotra ... oubliées les grandes figures de la flibuste en Mer de Chine, Hoang Tham, Tch'eng-Le qui commandait à 1800 jonques, Tch'ang P'ao ... et tant d'autres collègues qui furent illustres.

L'action se concentre aujourd'hui dans les parages de Singapour, où passent 55 000 bateaux par an, un quart du commerce mondial. Détroit de Malacca, canal Philips, parages des îles Bintan, Batam, Sebangka: la région semble, avec ses milliers d'îles et d'anses cachées, ses mangroves et ses forêts inondées, avoir été créée tout exprès pour la commodité des pirates.

Il existe une demi-douzaine d'autres lieux moins connus, mais chauds, actifs eux aussi: côte est de Bornéo, côte nord de Sumatra, détroits de Gaspar et de la Sonde, tout cela en Indonésie; embouchure du Brahmapoutre en Inde; Chittagong au Bangladesh ...

Pour le chiffre d'affaires en tous cas, ça marche fort. Il y avait eu 47 cas d'abordages en 1997, on en a compté 194 en 2000, année record, et en moyenne 124 depuis lors.

Il y a de tout dans cette piraterie, depuis le petit vol «à la tire» et les forfaits ordinaires des pêcheurs thaïlandais, ceux plus professionnels des employés de pêges locales, jusqu'au piratage à grande échelle. Les auteurs ont réalisé une sorte d'étude sociologique.

La piraterie ne rapporte en général que très peu aux pirates «de base», ceux qui prennent des risques physiques, bien souvent pêcheurs pauvres sans véritable vocation, poussés par l'idée de sortir de la pauvreté. Ce sont les commanditaires en col blanc qui se font du blé, et beaucoup. Qui sont-ils? Les auteurs en distinguent trois catégories, et là ils apportent des informations nouvelles.

- il y a les descendants des familles de commerçants autrefois prospères, que l'arrivée des puissances coloniales, l'apparition de courants commerciaux nouveaux, et de ports nouveaux, a ruinés. Certains défendent comme ils peuvent, par la flibuste, l'honneur, le rang social, le pouvoir local ou régional qu'avaient leurs ancêtres. Phénomène lié à l'irrédentisme, aux tendances séparatistes que l'on voit par exemple à

Aceh.

- il a aussi le cas où un Etat a pu se servir de la piraterie pour ses œuvres les plus basses. Les auteurs suggèrent que le gouvernement thaïlandais, lorsqu'il cherchait à empêcher les boat people vietnamiens de venir se réfugier sur ses côtes, repoussait les embarcations vers le large sachant bien que les pirates en feraient leur affaire. Il y a là des récits particulièrement affreux.

- et puis il y a les «protecteurs» du trafic maritime, qui sont bien souvent des triades chinoises connues (Souen Ye-on, 14 K, Wo Tch'eng-wo de Hong Kong, Tch'ou Louang p'ang de Taïpeh, ou encore des confréries japonaises (Yamagushi-gumi de Kobe, Matsumagumi d'Osaka, Suiyoshi-rengokai de Tokyo ...): ceux-là jouent le rôle d'assureurs, et si l'on ne paie pas cette assurance-là, il peut bien arriver quelque infortune aux bateaux de l'armateur récalcitrant.

Ces curieux assureurs, disent les auteurs, étaient à l'origine des triades chinoises Hö-kien (une région à riche tradition flibustière) qui ont réussi leur reconversion en s'alliant à certains pouvoirs politiques ... ainsi ont-ils pu, lors du passage de pouvoirs à Hong Kong, en 1997, sauver le système établi de la facturation TTC, c'est-à-dire «taxe aux triades comprise».

Mêmes collusions au Japon entre organisations criminelles et pouvoir, et aussi en Indonésie: là politiques, militaires et organisations de pirates faisaient ensemble les choses en grand, comme une vaste entreprise bien gérée. Car il ne suffit pas de monter à l'abordage d'un porte-containers, d'un tanker, d'un minéralier, d'un vraquier, il faut aussi décharger discrètement sa cargaison, la stocker, la vendre, en même temps faire disparaître le bateau au plus vite, ensuite le maquiller et le revendre ... ce n'est pas une affaire d'amateurs!

Mais la grande crainte, c'est le terrorisme maritime de mouvements insurrectionnels ou séparatistes, ou liés à Al Qaïda. Les auteurs nous présentent un horrible scénario, bien dans l'esprit du 11 septembre 2001, qui permettrait aux marins de rattraper la nette avance que l'aviation a pris ce jour-là. C'est de la politique-fiction, mais tout à fait réalisable sans grands moyens techniques. Trois vedettes-suicides, des pétroliers en feu, et voilà le détroit de Malacca bouché pour des mois, la logistique «à flux tendu» cassée, une crise boursière gigantesque, la machine économique détraquée.

Pour alimenter les cauchemars.

c.n.

Pirates et terroristes en mer d'Asie, par S. Kane et F. Martin, 127 p., cartes, graphiques, Autrement, 2005.



CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement

Cambodge Nouveau mensuel culture Politique-Economie-Finances

Publié par la SERIC directeur - rédacteur en chef Alain Gascuel Photos: Art Studio, etc ... Impression 3D

avec le soutien de l'Ambassade de France

CAMBODGE NOUVEAU

58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh tel 023 214 610 mobile 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh

www.cambodgenouveau.com





MEDIAS



Accord Cambodge-Vietnam

octobre à Hanoï comporte: - une convention sera une base légale pour les deux parties pour fixer le tracé de la frontière commune"; - et des accords de coopération portant sur l'élimination du trafic des femmes et des enfants, sur les transports, sur la section frontière-Banlung de la nationale 78 (prêt vietnamien de 26 millions de dollars à bas taux), sur une étude par le Vietnam d'un pont à Chrey Thum, sur l'utilisation de l'eau aux frontières, sur le bassin du Mé-kong, la coopération culturelle de 2006 à 2010, ... [d'après communiqués de presse cambodgien, vietnamien, trad. The Mirror]

Demandes à la Chine

Lors de sa visite à Nanning le 19.10, pour l'exposition Chine-ASEAN, le Premier ministre a demandé davantage de dons et de prêts, la construction de deux systèmes d'irrigation dans les provinces de Battambang et Prey Veng, pour un total de 30 millions de dollars, 3000 m de ponts bailey, un prêt de 48 millions de dollars pour une route de 124 km Kompong Cham—Stung Treng, de meilleurs taux concernant la cimenterie de Chakreyting et le barrage de Kamchay... [d'après **Rasmei Kampuchea** 21.10, trad. The Mirror]

Sam Rainsy revient si ...

Le leader de l'opposition Sam Rainsy reviendra, après 9 mois à l'étranger, accompagné d'une délégation de parlementaires européens, ou bien accompagné par le sénateur américain Mitch McConnell ou par le sénateur John McCain, tous deux assez critiques du gouvernement Hun Sen. Mais seulement s'il recouvre son immunité parlementaire. Le gouvernement a autorisé les manifestations anti-Sam Rainsy mais interdit à ses partisans de l'accueillir à l'aéroport. [d'après **Samleng Yuvachun Khmer** 9-10. 10, trad. The Mirror, et autres]

Des députés PSR dans les commissions de l'Assemblée nationale ?

Parce qu'ils avaient boycotté le "vote bloqué", les députés PSR n'ont aucun des leurs au sein des neuf commissions de l'Assemblée nationale. Le député PSR Keo Remy a demandé au président de l'Assemblée Norodom Ranariddh de corriger cette situation: selon lui, 1 poste de président et 2 postes de vice-président devraient revenir au PSR. Cependant une majorité des deux-tiers de l'Assemblée est nécessaire pour de telles nominations, il faut donc l'accord des députés PPC.

Contrôles en douane

Les délais administratifs pour les exportations ont été réduits de 45 jours à 28, selon un sous-décret du 27 septembre, sur la demande de la Banque mondiale, de façon à attirer les investissements. Le ministre du Commerce Cham Prasith a d'autre part installé un contrôle de Camcontrol à chacun des bureaux de douane, doublant ainsi les contrôles effectués par la SGS, ce qui a provoqué l'irritation du ministre des Finances Keat Chhon. Cham Borith, fils de Cham Prasith, a été nommé directeur-adjoint de Camcontrol. [d'après **Moneaksekar Khmer** 11.10, trad. The Mirror]

CDMA 2000 1X

C'est le nom d'un nouveau système de communications qui devrait entrer en service fin 2006. Il donnera aux téléphones portables -comme aux téléphones fixes- un son de meilleure qualité, il sera en communication avec internet, et offrira de nombreux autres services (messages multiples ...). Le contrat a été signé fin septembre entre AZCOM (AZ Communications Company) qui gère *Online*, et la société chinoise *Huawei Technologies Company*, qui va investir 30 millions de dollars dans l'installation du système. *Huawei* a déjà équipé plus de 300 systèmes dans plus de 90 pays. [d'après **Rasmei Kampuchea** 29.9., trad. The Mirror].

Thaïlande: aider les investisseurs étrangers

Le gouvernement va consacrer 15 millions de baths à aider les investisseurs étrangers à investir dans les très grands projets gouvernementaux et les entreprises d'Etat privatisées. Il vise principalement l'Europe et le Moyen Orient. Le gouvernement prévoit d'investir en 5 ans 1,7 trillions de baths dans les infrastructures, transports, énergie, eau, santé. (d'après **Bangkok Post** 12.10).

Vietnam: l'OMC en juin 2006 ?

La croissance atteindrait 8 % ou davantage cette année. Son *rating* selon *Moody's Investment Service* est meilleur que ceux des Philippines et de l'Indonésie. Le Vietnam pourrait rejoindre l'OMC en juin 2006. [d'après **Bangkok Post** 8.10]

Investissements étrangers records en Asie

Lesq investissements étrangers directs en Asie a pulvérisé ses records en 2004, 46 milliards de plus qu'en 2003, écrit le rapport 2005 de l'UNCTAD. La Chine a accueilli 60,6 milliards de dollars d'IED/FDI en 2004, nouveau record. Hong Kong en a accueilli 34 milliards, une hausse de 150 %. Vers l'Asie du sud-est, les flux d'IED/FDI ont augmenté de 46 %. Pour les 0 de l'ASEAN, la progression le total est passé de 17 milliards de dollars en 2004 à 26 milliards en 2005, la plus forte progression depuis la crise de 1997-98. Les investissements dans la recherche-développement ont une part croissante des investissements notamment en Inde, en Chine, en Thaïlande. L'IED à l'intérieur même de l'Asie progresse rapidement, provenant de Hong Kong, de Corée, de Singapour, de Chine, de l'Inde. Comme l'IED e direction des autres régions grâce notamment à l'Inde, à la Corée, à la Chine. [d'après *World investment report UNCTAD 2005*]

votre traiteur

Comme à la Maison, Delicatessen
Restaurant, Boutique & Traiteur

13 rue 57 - 012 360 801 - 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com

Cambodge Nouveau archives en ligne:
www.cambodgenouveau.com